

Discours Union Locale CGT d'Arles du 1^{er} mai 2024

Cher.e.s ami.e.s, cher.e.s camarades,

Ce 1^{er} mai 2024, journée internationale de lutte pour les droits des travailleuses et des travailleurs, se tient dans un contexte international marqué par des guerres terriblement meurtrières, notamment en Palestine et en Ukraine.

Après plus de 6 mois de bombardements, **Gaza** est un champ de ruine. Des dizaines de milliers de civils ont été tués, des dizaines de milliers sont blessés, handicapés, d'autres disparus, plus d'un million sont déplacés. La plupart des infrastructures sont détruites. L'eau potable manque ; et maintenant c'est la famine. Israël est alimenté en armes par les Etats-Unis, mais aussi par la France, les deux premiers marchand d'armes dans le monde. Les nombreuses mobilisations partout dans le monde, y compris dans les universités, et y compris en Israël même, contre ce que la Cour Internationale de Justice a qualifié de risque de génocide, doivent s'amplifier pour obliger le gouvernement d'extrême droite israélien à cesser immédiatement son action militaire et à autoriser d'urgence l'accès de l'aide humanitaire, ainsi que le respect du droit international.

Dans le cadre du conflit en **Ukraine**, Macron met la France sur pied de guerre pour faire accepter au citoyen français le surarmement et une économie de guerre totalement vassalisée aux USA et à leur complexe militaro-industriel, avec l'OTAN comme bras armé. L'envoi de toujours plus d'armes aggrave un conflit qui a déjà fait plusieurs centaines de milliers de victimes, plutôt que le calmer. Alors que nous sommes tous préoccupés par l'inflation et la baisse du niveau de vie, la guerre coûte cher, et les aides militaires par milliards vident les portefeuilles des salariés, des retraités et des privés d'emploi, en France et dans le monde.

Alors oui, la CGT revendique le désarmement, le cessez-le-feu immédiat, des négociations diplomatiques, la sortie et la dissolution de l'Otan, et une paix juste et durable dans le cadre du droit international !

Alors oui, la CGT revendique de l'argent pour les salaires, pour les pensions, pour les minimas sociaux et les services publics, pas pour la guerre !

Macron manifeste donc son adhésion totale à une politique qui sacrifie tout aux investissements militaires. Tout est étroitement lié, et le parallèle doit être fait entre l'économie de guerre d'un côté, et de l'autre, les déclarations menaçantes du gouvernement français contre le pouvoir d'achat et l'annonce d'une **politique d'austérité** et de **nouveaux reculs sociaux**.

L'inflation a été amplifiée par la spéculation sur les produits énergétiques et les denrées alimentaires : la plupart des entreprises en ont profité pour augmenter leurs prix sans augmenter les salaires. Résultat, le niveau de vie se dégrade et il est de plus en plus difficile de boucler les fins de mois. Le Gouvernement répond à cette situation en permettant aux employeurs d'accroître l'exploitation des salariés : nouvelle réduction des droits à l'assurance chômage, projet de baisse des droits collectifs à l'automne, coupes budgétaires massives dans les services publics, passage en force sur les accords de libre-échange, etc. L'environnement est lui aussi sacrifié puisque les normes de protection de la santé et de la nature sont attaquées comme les normes sociales. Cette politique n'est pas un échec, c'est un choix. Pendant que la majorité de la population voit sa situation se dégrader, les plus puissants en profitent comme jamais. Les entreprises du CAC40 ont versé 97,1 milliards d'euros à leurs actionnaires cette année, un record ! En 20 ans, les dividendes ont été multipliés par 4,5 ! Voilà la cause de la dégradation de nos conditions de vie, de notre système de santé, de l'école publique, du financement de nos retraites... Il faut stopper la rapacité patronale et la violence gouvernementale !

Tous les salaires doivent augmenter autant que le SMIC et les prix. La CGT revendique une hausse immédiate du SMIC à 2000 € brut, des minima sociaux, du point d'indice de la fonction publique, des retraites, et d'obliger les directions d'entreprises à augmenter l'ensemble des salaires. Il faut aussi des mesures concrètes pour améliorer nos conditions de vie, comme le renforcement du service public de l'énergie pour faire baisser immédiatement la facture d'électricité de 20%. Mais sans pression collective, ni le Gouvernement ni le patronat ne nous feront de « cadeaux ».

Rappelons-nous, il y a 80 ans, alors que le pays était en ruine au sortir de la guerre, les résistants, dont des militants syndicaux, adoptaient le programme du Conseil National de la Résistance, intitulé « **Les jours heureux** ». Pour le monde du travail, les conquêtes sociales du CNR sont colossales et constituent les piliers de notre société depuis 80 ans : rétablissement des libertés syndicales, sécurité sociale et retraite, nationalisations des secteurs stratégiques, création des comités

d'entreprise, liberté et indépendance de la presse, démocratisation de l'accès à la culture et à l'éducation...

Ces réformes constituent le programme de transformations démocratiques, politiques, économiques, sociales et culturelles le plus profond, le plus audacieux et le plus vaste entrepris depuis la Révolution française et la Commune.

Cet immense progrès social s'est aussi traduit par des avancées dans les droits des femmes, et nous fêtons aussi cette année les **80 ans du vote des femmes**, puisqu'il aura fallu attendre que la France se libère de l'occupation nazie et de la collaboration, pour que les femmes deviennent électrices et éligibles. Aujourd'hui, les freins restent encore nombreux à plus d'égalité entre les femmes et les hommes : c'est le cas par exemple dans le monde du travail, avec des salaires pour les femmes en moyenne 26 % inférieurs à ceux des hommes ; ce qui aboutit à des pensions de retraite inférieures de 40%. Et en politique, les femmes sont loin de représenter la moitié du corps politique : en France seulement 37% des députés sont des femmes, alors que dans un pays comme Cuba, c'est 56 %. Pour permettre aux femmes de disposer de leur temps et ainsi être en capacité de participer pleinement à la vie publique et politique, il faut réformer structurellement le monde du travail, augmenter les salaires des métiers à prédominance féminine, indexer les salaires sur l'inflation, diminuer le temps de travail de toutes et tous à 32 heures pour travailler mieux et atteindre le plein emploi. De telles avancées sociales bénéficieront à toutes et tous : les conquies féministes ont en effet un impact sur le progrès social en général. L'égalité est notre affaire à toutes et tous, femmes et hommes.

Mais ces conquies féministes sont menacés par la progression de l'**extrême droite**, en Europe et en France. Ainsi en Italie, où la première ministre d'extrême droite Giorgia MELONI a fait voter une nouvelle loi autorisant les militants anti-avortement à entrer dans les cliniques IVG pour influencer les patientes. Ainsi au parlement européen, où les élus du Rassemblement National ont refusé de condamner l'interdiction de l'IVG en Pologne, ont voté contre l'exigence d'égalité salariale entre femmes et hommes, ont voté contre le plan d'action pour l'égalité entre femmes et hommes, ont voté contre le plan de lutte contre les violences sexistes et sexuelles au sein des institutions, et se sont abstenus sur le plan de lutte contre le harcèlement sexuel. Les députés de l'extrême-droite refusent ainsi tout progrès sociétal pour l'égalité des sexes.

Car tout en se prétendant anti-système, les partis d'extrême droite, extrêmement réactionnaires sur le plan sociétal, sont en réalité biberonnés au libéralisme, à la défense des intérêts du Capital, et à l'austérité. Ainsi en Italie, où MELONI mène une politique d'austérité qui s'accompagne de la casse des services publics, d'un plan de privatisation, d'un durcissement des conditions de départ à la retraite, tout en octroyant des cadeaux fiscaux aux plus riches. Ainsi toujours au parlement européen, où les élus RN ont voté contre la taxation des super profits des entreprises, contre la taxation des grandes fortunes et des plus-values, contre un taux d'imposition minimale sur les dividendes, contre le revenu minimum européen, contre la démocratie en entreprise, contre le devoir de vigilance. Ainsi en France, où les députés Rassemblement National votent contre la hausse du SMIC et contre l'indexation des salaires sur l'inflation. Contre les travailleuses et les travailleurs, contre leurs syndicats, le Rassemblement National opte pour la préférence patronale.

Signe de la progression de l'extrême droite sur notre territoire, depuis les élections législatives de 2022 qui ont vu l'élection d'un député RN sur notre circonscription, des groupuscules d'extrême droite s'affichent de plus en plus ouvertement à Arles. Des tags et autocollants fleurissent ainsi en plein cœur de la ville, se revendiquant de l'héritage de Maurras et de l'Action Française. Maurras l'antisémite ; Maurras le fondateur du fascisme français né de l'Action Française, à l'origine des ligues fascistes des années 30, grassement financées par le grand patronat français, par Mussolini et par le Reich hitlérien ; Maurras l'admirateur de Franco ; Maurras l'anti-républicain ; Maurras le pétainiste ; Maurras le collaborateur avec l'occupant nazi, délateur inlassable des juifs, des communistes, des gaullistes et des francs-maçons. Voici les valeurs de ces groupuscules d'extrême droite, et il n'y a aucune ambiguïté sur ce à quoi nous avons affaire.

Notre vigilance doit être extrême, et la CGT appelle les travailleuses et les travailleurs à combattre l'extrême droite et ses satellites fascistes au service de la réaction et du patronat : **ce sont tous des ennemis des travailleuses et des travailleurs !**

C'est dans ce contexte politique nauséabond que le maire macroniste d'Arles, Patrick de Carolis, après avoir supprimé sa subvention de fonctionnement, a décidé de **s'attaquer aux locaux de l'union locale CGT d'Arles et de la Bourse du Travail.**

En bon relais du patronat local et de sa Chambre de Commerce et d'Industrie, il cherche à affaiblir l'outil d'organisation et de lutte des salariés que constitue l'Union Locale CGT d'Arles, en nous chassant de nos locaux historiques que nous occupons depuis 124 ans. Son mauvais prétexte d'y installer l'office du tourisme ne trompe personne, sa seule volonté est d'affaiblir et d'invisibiliser la CGT sur la localité.

L'Union Locale CGT d'Arles, la Bourse du Travail, font partie intégrante de l'histoire sociale de la ville, dont elles sont toujours des acteurs vivants et combattifs. Et c'est à cela que le Maire d'Arles s'attaque, en tentant de remettre en cause l'histoire, la place, le rôle, le rayonnement de la CGT sur la localité, sa capacité à mobiliser comme encore dernièrement lors de la lutte contre la contre-réforme des retraites.

C'est une atteinte grave à la liberté syndicale, aux valeurs et à la démarche de la CGT sur la localité, le département, le pays. Cette décision éminemment politique fait d'ailleurs écho aux attaques portées ailleurs en France contre de nombreux locaux syndicaux, par d'autres maires réactionnaires.

L'Union Locale des Syndicats CGT d'Arles, l'Union Départementale CGT 13, le Comité Régional CGT PACA, et la Confédération Générale du Travail, mettent et continueront de tout mettre en œuvre pour lutter contre de telles pratiques qui remettent en cause les libertés syndicales, pour que le Maire d'Arles abandonne son projet d'Office du Tourisme dans nos locaux et revienne sur sa décision, en laissant la CGT à la place qui est la sienne : dans ses locaux historiques de la Bourse du Travail.

Le 1er mai, journée historique de défense des droits sociaux et des droits syndicaux, exigeons le respect de notre droit à nous syndiquer, à être représentés dans l'entreprise, à faire grève, à manifester librement. Défendons nos Unions Locales et nos Bourses du Travail !

L'Union Locale CGT d'Arles, depuis 124 ans dans la Bourse du Travail : elle y est, elle y reste !